Department of Finance Canada | Ministère des Finances Canada

Recherche en ce qui concerne l'état de l'économie 2022

Résumé

Préparé à l'intention de Finances Canada

Nom du fournisseur : Environics Research

Numéro de contrat : 60074-211395/001/CY

Valeur du contrat : 174 502,80 $ (TVH incluse)

Date d'attribution des services : 2021-12-15

Date de livraison des services : 2022-04-08

Numéro d'enregistrement : ROP 068-21

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, veuillez communiquer avec Finances Canada à l'adresse : por-rop@fin.gc.ca

This executive summary is also available in English.

Canada

Recherche en ce qui concerne l'état de l'économie 2022 – Résumé

Préparé à l'intention de Finances Canada par Environics Research

Avril 2022

Permission de reproduire

La présente publication peut être reproduite à des fins non commerciales seulement. Il faut avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite de Finances Canada. Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, veuillez communiquer avec Finances Canada à l'adresse : por-rop@fin.gc.ca

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par la ministre des Finances du Canada, 2022.

N° de catalogue F2-289/2022F-PDF
ISBN 978-0-660-42769-0

This publication is also available in English under the title *Research on the state of the economy 2022 – Executive Summary*

N° de catalogue : F2-289/2022E-PDF
ISBN 978-0-660-42766-9

Résumé du rapport

Contexte et objectifs

Finances Canada a retenu les services d'Environics Research Group afin de mener, à l'hiver 2022, une recherche qualitative et quantitative sur l'opinion publique auprès des Canadiens. Le principal objectif de cette recherche était d'explorer ce que pensent actuellement les Canadiens des sujets suivants :

- L'état de l'économie canadienne et le niveau de vie des Canadiens
- Le système et les incitatifs fiscaux
- L'accessibilité des logements
- Diverses questions fiscales

La recherche vise à explorer les préoccupations et les perceptions globales des Canadiens en ce qui a trait à l'état actuel de l'économie du pays, aux enjeux émergents et au rôle que le gouvernement du Canada devrait jouer dans l'économie et d'autres mesures destinées à améliorer la qualité de vie des Canadiens.

Méthodologie

Phase qualitative

Environics Research a mené, en février 2022, une série de 10 séances virtuelles de discussion en groupe dans le but d'évaluer les opinions des Canadiens quant à l'état actuel de l'économie, en s'attardant plus spécifiquement sur les attitudes à l'égard d'enjeux tels que l'inflation, le logement, le déficit et les priorités pour le prochain budget fédéral. Les discussions se sont déroulées sur la plateforme Zoom et deux séances ont été organisées dans chacune des régions suivantes : l'Ontario (le 7 février), la région de l'Atlantique (le 8 février), les Prairies (le 9 février), la Colombie-Britannique (le 10 février) et le Québec (le 15 février). Les deux séances du Québec ont été menées en français, et les huit autres, en anglais.

Emplacement (langue des séances)	Date	Heure
Ontario (anglais)	Lundi 7 février	17 h HNE – groupe 1 19 h HNE – groupe 2
Provinces de l'Atlantique [T.-N.-L., N.-É., N.-B. et Î.-P.-É.] (anglais)	Mardi 8 février	16 h HNE (17 h HNA) – groupe 3 18 h HNE (19 h HNA) – groupe 4
Provinces des Prairies [Manitoba, Saskatchewan et Alberta] (anglais)	Mercredi 9 février	18 h HNE (17 h HNC/16 h HNR) – groupe 5 20 h HNE (19 h HNC/18 h HNR) – groupe 6
C.-B./territoires (anglais)	Jeudi 10 février	19 h HNE (16 h HNP) – groupe 7 21 h HNE (18 h HNP) – groupe 8
Québec (français)	Mardi 15 février	17 h HNE – groupe 9 19 h HNE – groupe 10

REMARQUE : Les participants des groupes 1, 3, 5, 7 et 9 étaient à faible revenu. Les participants des groupes 2, 4, 6, 8 et 10 gagnaient un revenu plus élevé.

Les participants étaient âgés de 18 ans ou plus et appartenaient à différents groupes d'âge, niveaux de scolarité et milieux. Les séances de discussion, de 90 minutes environ, regroupaient entre six et huit participants (sur les huit personnes recrutées pour chacun des groupes). Les participants se sont vu offrir la somme de 100 $ pour les inciter à prendre part à la discussion et les remercier de leur présence. Chaque soir, une séance a été organisée auprès de Canadiens à faible revenu et une autre a été menée auprès de personnes à revenu plus élevé.

Limites : L'étude qualitative jette un regard sur la diversité des opinions présentes au sein d'une population, plutôt que sur la pondération de ces opinions, ce que mesurerait une étude quantitative. Les résultats d'une recherche de ce type doivent être considérés comme des indications, mais ils ne peuvent pas être extrapolés à l'ensemble de la population.

Phase quantitative

Finances Canada souhaitait faire passer la recherche à une méthodologie en ligne. Environics a donc adopté une approche mixte afin de faciliter cette transition.

- La principale méthodologie utilisée pour l'échantillon de la population générale était un sondage en ligne mené du 23 février au 4 mars 2022 auprès d'un échantillon représentatif de 2 007 Canadiens adultes. *Puisque les répondants au sondage en ligne ont été recrutés à partir d'un panel à participation volontaire, l'échantillon est non probabiliste et aucune marge d'erreur ne peut être calculée.*
- Un sondage téléphonique à échantillon aléatoire a été mené du 19 février au 18 mars 2022 auprès de 1 003 adultes résidant au Canada en utilisant les techniques usuelles de composition aléatoire. Un échantillon de cette taille donne des résultats présentant une marge d'erreur de 3,1 points de pourcentage, 19 fois sur 20. Cette marge d'erreur s'avère plus importante en ce qui concerne les sous-groupes de la population à l'étude.

L'échantillon a été stratifié par région afin de permettre une couverture adéquate des zones moins habitées.

Région (% de la population)		Total	En ligne	Au téléphone	Marge d'erreur de l'échantillon téléphonique*
Canada atlantique	(7 %)	301	200	101	+/- 9,7
Québec	(23 %)	750	500	250	+/- 6,2
Ontario	(38 %)	902	600	302	+/- 5,6
Prairies/T.N.-O./Nunavut	(19 %)	604	404	200	+/- 6,9
C.-B./Yukon	(13 %)	453	303	150	+/- 8,0
CANADA	(100 %)	3 010	2 007	1 003	+/- 3,1

** En points de pourcentage, avec un niveau de confiance de 95 %.*

Valeur du contrat

La valeur de ce contrat s'élève à 174 502,80 $ (TVH incluse).

Rapport

Le présent rapport présente tout d'abord un résumé des principales constatations et conclusions observées, suivi d'une analyse détaillée des résultats des séances de discussion en groupe et des données du sondage. Un document distinct renferme pour sa part un ensemble de tableaux croisés présentant les résultats obtenus à toutes les questions en fonction de segments de la population définis par région et caractéristique démographique. Dans l'analyse détaillée, chacun de ces tableaux est associé à une question du sondage.

Dans le présent rapport, les résultats quantitatifs sont exprimés en pourcentage, à moins d'avis contraire. Il est possible que la somme des résultats ne soit pas égale à 100 % en raison de l'arrondissement des nombres ou de réponses multiples. Il est également possible que les résultats nets mentionnés dans le texte ne correspondent pas exactement aux résultats individuels figurant dans les tableaux en raison de l'arrondissement.

Utilisation des constatations de la recherche. L'évaluation et l'analyse de l'opinion des Canadiens permettent au gouvernement du Canada de mieux comprendre d'importants enjeux politiques liés au mandat du ministère et de ses services connexes. L'information obtenue à la suite de cette recherche sur l'opinion publique sera communiquée à Finances Canada. Elle aidera le ministère dans l'établissement de priorités, le développement de politiques et la planification de programmes et de services.

Constatations principales – phase qualitative

A. Perceptions de l'économie canadienne

Les participants ont manifesté leur pessimisme et leur inquiétude quant à l'économie canadienne. Lorsqu'on leur a demandé de décrire l'économie du pays en un mot, ils ont eu tendance à évoquer des sentiments d'incertitude et de pessimisme, choisissant des termes comme « mauvaise », « effrayante », « instable », « volatile », « inflation », « difficile », « en difficulté » et « prix élevés ». Seules quelques personnes ont utilisé des mots plus positifs ou neutres, comme « correcte » ou « passable ».

Les attitudes générales quant à l'état de l'économie étaient assez semblables d'une région à l'autre, quel que soit le niveau de revenu, bien que les participants à plus faible revenu se sentent manifestement vulnérables. Certaines personnes à revenu plus élevé ont relevé que le Canada est toujours considéré comme un pays prospère selon les normes mondiales. On a aussi souvent mentionné les inégalités et le manque d'équité en matière d'économie, de même que le fait que plusieurs personnes et entreprises se sont grandement enrichies durant la pandémie, tandis que d'autres ont été durement touchés.

La plupart des gens se sont dits pessimistes quant à l'année à venir. Ils s'attendent à ce que les prix continuent d'augmenter. Ils ont également exprimé leur inquiétude au sujet des factures de la pandémie qui arrivent à échéance et de la future instabilité découlant des interruptions de la chaîne d'approvisionnement et des possibles nouveaux variants. Certains ont mentionné que nous naviguons toujours en terrain inconnu. Une minorité s'est dite plus optimiste et a établi un lien plus direct entre la levée imminente des restrictions imposées par la pandémie et la reprise économique.

L'inflation et la hausse des prix sont sans aucun doute la principale source de préoccupation sur le plan de l'économie. Les participants ont systématiquement parlé de la hausse du prix du panier d'épicerie et de l'essence et, dans bien des cas, ont également mentionné le prix du logement et des services publics. Il a été noté que les salaires n'ont pas augmenté au même rythme et que la vie devient de moins en moins abordable.

Le taux d'inflation est devenu le principal indicateur de l'état de l'économie. Certains craignent que la situation ne s'aggrave avant de s'améliorer en raison de l'explosion de la demande refoulée qui se produira à la levée des restrictions. La pénurie de biens a été soulevée à l'occasion, principalement dans le contexte de la nécessité pour le Canada de devenir plus autosuffisant. Les gens sont maintenant plus conscients de la vulnérabilité des chaînes d'approvisionnement mondiales. Plusieurs ont également exprimé des inquiétudes au sujet de toutes les petites entreprises qui ont disparu pendant la pandémie ou qui se trouvent maintenant en difficulté.

Certains se sont dits préoccupés de l'économie au lendemain de la pandémie, lorsque « les factures arriveront », et des conséquences qui en découleront, comme la hausse de l'impôt ou des taux d'intérêt et les réductions de service.

Les participants ont exprimé peu d'inquiétudes à l'égard du chômage. Ils se sont dits plutôt préoccupés de la pénurie de main-d'œuvre. Quelques personnes ont dit avoir l'impression que les gens sont réticents à réintégrer le marché du travail en raison des programmes tels que la PCU; d'autres ont noté que trop d'emplois offrent encore de bas salaires et des conditions de travail médiocres, et revêtent donc peu d'intérêt.

B. Incidence économique de la pandémie

Les participants ont raconté des expériences financières variées durant la pandémie. Certaines personnes, surtout dans les groupes à plus faible revenu, ont dit avoir perdu leur emploi ou subi des pertes de revenus. Ceux qui travaillaient dans les secteurs du voyage, du tourisme d'accueil, du commerce de détail ou des soins personnels ont été particulièrement touchés, bien que la plupart aient indiqué avoir trouvé des façons de « se réinventer » dans de nouveaux emplois.

Dans chaque séance, plusieurs participants ont dit avoir profité de programmes comme la PCU, surtout au début de la pandémie. Ils se sont dits reconnaissants de ces mesures, mais certains subissent encore des pertes financières et les prestations n'ont pas compensé les pertes de revenu.

Par ailleurs, de nombreux participants, surtout dans les groupes à revenu plus élevé, ont dit que leur situation financière s'était en fait améliorée durant la pandémie. Ceux qui occupent un emploi stable ont dit être plus occupés que jamais et ont pu épargner de l'argent, puisqu'ils ne dépensaient pas autant par exemple pour les voyages, les repas au restaurant et les vêtements.

Les participants ont eu du mal à décrire une « économie post-COVID-19 ». Certains ont mentionné que nos habitudes de magasinage et de travail ont probablement changé de façon permanente, passant au virtuel. D'autres ont indiqué qu'il faudra peut-être plusieurs années pour se remettre de toutes les dépenses amenées par la pandémie et de toutes les fermetures d'entreprises. D'autres encore ont dit croire qu'une vague de prospérité suivra tandis que les gens recommencent à consommer.

Plusieurs participants ont mentionné que la pandémie leur a montré ce qui est essentiel et ce qui ne l'est pas, prouvant que nous pouvons tous nous adapter. De nombreuses personnes ont aussi relevé que la pandémie a

conscientisé la population au sujet de la vulnérabilité des chaînes d'approvisionnement mondiales et de la nécessité d'une plus grande autonomie alimentaire et énergétique.

C. Préoccupations liées à l'inflation et au coût de la vie

Comme mentionné précédemment, la hausse des prix et l'inflation étaient, de loin, la plus importante source de préoccupation économique mentionnée spontanément par les répondants. Les récentes augmentations de prix ont été très remarquées, surtout en ce qui concerne l'épicerie et l'essence. En Colombie-Britannique, la hausse des primes d'assurance a également été mentionnée, en particulier à la suite des catastrophes naturelles survenues au cours de la dernière année.

De nombreux participants, surtout dans les groupes à revenu plus faible, ont dit craindre de ne pas être en mesure de suivre l'augmentation des coûts des biens essentiels. Une personne a d'ailleurs noté : « Au Dollarama, plus rien ne coûte seulement un dollar. » Les gens ont toutefois indiqué avoir trouvé des moyens de faire face à la situation : ils mangent plus souvent à la maison, cherchent les soldes, achètent des produits de qualité inférieure, utilisent moins leur véhicule, etc.

L'inflation a été considérée comme un problème de portée mondiale, et non typiquement canadien. La plupart des gens étaient conscients que ce phénomène se produit dans plusieurs autres pays. Cependant, ils ne comprenaient pas bien les causes de la récente inflation. Certains ont relevé les perturbations de la chaîne d'approvisionnement causées par la pandémie, l'augmentation soudaine de la demande de produits lorsque les restrictions ont été levées, l'augmentation des coûts pour les détaillants découlant de la hausse des salaires et des modifications requises en raison de la COVID-19, ainsi que les sommes trop élevées injectées dans l'économie. Quelques personnes ont aussi soupçonné des pratiques de prix abusifs.

Peu de participants ont formulé des idées précises quant aux mesures que le gouvernement fédéral pourrait prendre pour contrer l'inflation. Certains ont suggéré de diminuer les dépenses, de supprimer la PCU (plusieurs croyaient que celle-ci était toujours en vigueur), d'accroître la capacité de production nationale de produits de première nécessité ou de réglementer les prix des biens essentiels.

Quelques personnes ont mentionné spontanément que les taux d'intérêt vont probablement augmenter en réaction à l'inflation, mais la plupart ne comprenaient pas en quoi cela allait réellement faire baisser les prix. Plusieurs ont dit craindre qu'une hausse des taux d'intérêt n'entraîne un effondrement de l'économie ou ne provoque l'éclatement de la bulle immobilière, même si la plupart d'entre eux ne seraient pas touchés personnellement par une légère augmentation.

D. Le logement

Les préoccupations liées au logement ont été soulevées systématiquement dans toutes les régions, mais leur nature variait selon le niveau de revenu. Les participants au revenu plus faible ont eu tendance à insister sur les problèmes immédiats liés à l'accessibilité des logements, comme la capacité de payer le loyer, la possibilité de trouver un endroit où habiter dans leurs moyens s'ils sont obligés de déménager ou l'impression que les logements de leur communauté sont maintenant hors de prix.

La plupart des personnes à revenu plus élevé étaient déjà propriétaires; leurs inquiétudes étaient donc davantage axées sur leurs enfants et la question de savoir si ceux-ci auraient un jour les moyens de vivre là où ils

veulent, que ce soit en tant que propriétaires ou locataires. Certains ont aussi dit s'inquiéter de l'endroit où ils habiteront à leur retraite, souhaitant réduire la taille de leur demeure.

Dans tous les groupes, les participants se sont inquiétés de la pénurie de logements abordables. Ceux résidant dans de petites communautés en Ontario, dans les provinces de l'Atlantique et, dans une moindre mesure, dans les Prairies se sont parfois dits choqués de la vitesse à laquelle les logements sont devenus inabordables dans leur région.

Les gens s'expliquaient mal les causes de la crise du logement actuelle. Certains ont indiqué que la spéculation immobilière, les faibles taux d'intérêt, l'immigration et les règlements de zonage font en sorte qu'il est difficile d'accroître l'offre de logements abordables. D'autres ont aussi relevé que tous les aspects du logement sont devenus plus chers durant la pandémie, des frais de main-d'œuvre au coût des matériaux de construction, comme le bois d'œuvre.

Peu de participants étaient au courant de mesures mises en place par le gouvernement fédéral pour régler les problèmes de logement. Certains avaient vaguement entendu parler d'incitatifs pour les acheteurs d'une première propriété, tandis que d'autres ont mentionné l'imposition par le gouvernement provincial d'une taxe sur les logements vacants appartenant à des intérêts étrangers.

Lorsqu'on leur a montré une liste de 12 mesures liées au logement qui étaient envisagées par le gouvernement fédéral, la plupart des gens ont indiqué qu'il s'agissait d'un pas dans la bonne voie. Toutefois, plusieurs se sont montrés très cyniques quant à la capacité du gouvernement de véritablement changer les choses pour rendre le logement plus abordable.

Les mesures jugées les plus efficaces étaient souvent celles visant à pallier le manque d'offre, comme le fait d'« accroître l'accessibilité à des logements abordables » et d'« exiger que les promoteurs immobiliers s'assurent qu'au moins 20 % des nouveaux logements sont abordables ».

Les deux mesures concernant les propriétés appartenant à des intérêts étrangers ont aussi interpellé certaines personnes, mais moins en Colombie-Britannique, où le logement demeure inabordable malgré des politiques provinciales semblables. Les gens ont aussi manifesté leur intérêt pour des opérations immobilières plus transparentes et l'interdiction d'offres à l'aveugle.

Peu de mesures ont soulevé des objections, mais certaines ont été jugées très étroites ou concernaient des problèmes mal connus, comme l'interdiction des « rénovictions » ou l'imposition d'une taxe aux fiducies de placement immobilier. Certaines personnes ont aussi souligné que les mesures liées à la demande, comme d'offrir plus d'argent aux acheteurs d'une première propriété ou de rendre les paiements hypothécaires plus abordables, ne régleraient pas le problème du manque d'offre.

E. Le déficit et la dette

Les participants étaient au courant de l'important déficit qu'affiche actuellement le gouvernement fédéral, mais peu ont manifesté un sentiment d'urgence à cet égard. Pour plusieurs, ce concept reste abstrait, il ne s'agit « que d'un nombre ». La plupart des gens avaient aussi l'impression que le déficit est la conséquence naturelle de la pandémie et de toutes les dépenses nécessaires pour y faire face. Ils ont dit ne pas s'attendre de sitôt à un équilibre budgétaire.

Les participants ont dit craindre que des mesures radicales pour réduire le déficit n'entraînent des augmentations majeures des taxes et de l'impôt ou encore des réductions de service. Ceux qui ont suggéré des moyens de réduire le déficit ont principalement indiqué que le gouvernement devrait s'attaquer aux paradis fiscaux et aux fraudes fiscales par les très riches, ou encore la mise en place de stratégies pour réduire les dépenses « non essentielles ».

Les gens ont néanmoins formulé des inquiétudes quant au fait de laisser une dette importante aux générations futures. Ils ont exprimé le souhait qu'un plan d'action soit mis en place pour gérer la dette. Certains se sont dits inquiets que le gouvernement fédéral ne semble pas se soucier du déficit et de la dette croissante.

Les points de vue étaient partagés quant à l'idée d'octroyer aux provinces un financement à long terme plus permanent pour les soins de santé, ce qui ferait augmenter le déficit. Dans certaines régions, comme les provinces des Prairies, les participants ont dit que l'on ne pouvait se fier aux gouvernements provinciaux pour ce qui est de véritablement consacrer ces sommes aux soins de santé. Au Québec et en Colombie-Britannique, les gens se sont montrés plus ouverts à un plus grand financement des soins de santé par le gouvernement fédéral, quelles qu'en soient les conséquences fiscales.

F. Les priorités budgétaires

Les participants ne se sont pas entendus sur ce qui devrait être inclus dans le prochain budget fédéral ou sur les conseils qu'ils donneraient à la ministre des Finances.

Parmi les suggestions précises les plus courantes, notons le financement des soins de santé (y compris la santé mentale, les soins dentaires et l'assurance médicaments), les solutions à la crise du logement et à l'augmentation du coût de la vie, l'environnement et les innovations en matière d'infrastructures vertes, le soutien aux personnes âgées, les ressources pour les plus vulnérables (comme les jeunes familles, les personnes âgées et les pauvres), le soutien aux petites entreprises touchées par la pandémie et la réduction de la TPS.

Lorsqu'ils ont été questionnés sur la santé mentale, plusieurs participants ont reconnu qu'il s'agissait maintenant d'un enjeu majeur nécessitant de nouveaux investissements.

Constatations principales – phase quantitative

Finances Canada prévoit de faire passer cette étude à une méthodologie en ligne. Les sections qui suivent présentent donc les résultats du sondage en ligne. Dans le rapport complet, la section F du chapitre II fournit des renseignements de suivi provenant des résultats du sondage téléphonique, tandis que la section G du chapitre II présente les différences entre les deux modes de sondage.

A. Évaluation de l'économie

Au moment d'évaluer l'état actuel de l'économie canadienne, un peu plus du quart des répondants (27 %) le qualifient de « bon » (notes de 7 à 10), plus de trois personnes sur dix (34 %) se montrent neutres (notes de 5 ou 6) et près de quatre personnes sur dix (38 %) sont d'avis que l'économie se porte mal (notes de 1 à 4).

Dans toutes les régions, une minorité de Canadiens évaluent l'économie de leur province de façon positive; une majorité relative de répondants dans la plupart des régions fournissent une évaluation négative, à l'exception des résidents de la Colombie-Britannique, qui sont les plus favorables avec un peu moins de quatre personnes sur dix, de ceux du Québec, qui sont partagés entre des opinions négatives ou neutres, et de ceux de l'Ontario, qui fournissent des réponses plutôt neutres. Près de la moitié des résidents des provinces de l'Atlantique évaluent négativement l'économie de leur province.

Sept Canadiens sur dix (69 %) perçoivent négativement le prix actuel des produits d'épicerie. Une seule personne sur sept (14 %) a une opinion positive à cet égard, dans une certaine mesure.

L'augmentation du coût de la vie est la plus grande source de stress relevée parmi plusieurs facteurs potentiels (42 % des répondants estiment qu'il s'agit d'une source de stress majeure). Un peu moins du quart des répondants sont d'avis que leur capacité d'économiser suffisamment pour leur retraite (23 %) ou la possibilité de jouir d'une sécurité financière à la retraite (23 %) constituent des sources de stress majeures. Environ deux personnes sur dix considèrent comme des sources de stress majeures la qualité du système de santé (20 %), le recul de la classe moyenne par rapport aux 1 % les plus riches (18 %), la propagation de la COVID-19 au Canada (18 %) et la capacité d'économiser suffisamment pour acheter une maison (18 %).

Trois répondants sur dix (31 %) estiment que l'inflation, la hausse des prix et le coût de la vie constituent l'enjeu économique le plus préoccupant. Le logement arrive en deuxième place, mais loin derrière, choisi par un peu moins d'une personne sur dix (8 %).

B. Mesures gouvernementales

Sept Canadiens sur dix (72 %) sont d'avis que les actions du gouvernement fédéral peuvent avoir une influence importante sur l'économie canadienne, tandis que deux personnes sur dix (18 %) croient plutôt que le gouvernement n'a que peu d'influence par rapport aux forces mondiales.

Invités à évaluer l'importance que devraient revêtir huit enjeux dans les décisions budgétaires du gouvernement fédéral, les répondants ont choisi en premier lieu rendre le coût de la vie plus abordable (84 %) et maîtriser l'inflation (80 %), suivis de près par le fait de s'assurer que les plus nantis paient leur juste part (78 %) et de rendre le logement plus abordable (77 %).

C. Bien-être personnel

Plus de quatre Canadiens sur dix (43 %) évaluent leur propre situation financière de façon positive (notes de 7 à 10); trois personnes sur dix (29 %) se disent neutres à cet égard, tandis que le quart des répondants (26 %) jugent leur situation mauvaise dans une certaine mesure.

Lorsqu'ils pensent à leurs parents au même âge, les Canadiens estiment que leur génération est plus désavantagée en ce qui concerne le logement (62 %), la qualité de l'environnement (60 %), la sécurité financière (48 %) et la santé mentale (48 %). Ils sont plus partagés quant à savoir si la situation est mieux ou pire pour ce qui est des perspectives d'emploi ou de la santé. Près de la moitié des gens (47 %) croient que leur génération dispose de meilleures possibilités d'éducation que celle de leurs parents.

Le tiers (34 %) des Canadiens se disent très ou un peu inquiets à l'idée qu'un membre de leur famille ou eux-mêmes perdent leur emploi.

En ce qui a trait aux conséquences de la pandémie, près de trois personnes sur dix (28 %) ont dû s'adapter au télétravail, notamment en travaillant à domicile, deux personnes sur dix (22 %) ont connu des réductions de leurs heures de travail ou de leur salaire et environ une personne sur dix a perdu son emploi de façon temporaire (12 %) ou permanente (9 %), ou encore a été incapable de travailler en raison d'un diagnostic de COVID-19 (10 %).

D. Impôt et politique fiscale

La majorité des gens sont d'accord (notes de 7 à 10) avec chaque énoncé concernant la façon dont le gouvernement fédéral aborde les enjeux fiscaux, mais le niveau d'accord est le plus élevé pour l'énoncé selon lequel le gouvernement fédéral devrait mettre en place une stratégie visant à réduire progressivement la dette nationale (75 %) et le plus bas pour celui affirmant que le gouvernement fédéral devrait rétablir l'équilibre budgétaire dès que possible (59 %). Plus de six personnes sur dix sont d'accord dans une certaine mesure avec les autres énoncés. Bien qu'ils souhaitent manifestement le rétablissement de l'équilibre budgétaire, les Canadiens préfèrent largement une approche prudente qui ne nécessite pas des réductions de service majeures ou une hausse du fardeau fiscal.

Six personnes sur dix (60 %) estiment que les personnes à faible revenu devraient payer moins d'impôts. Environ la moitié des Canadiens jugent que les petites entreprises (49 %) et les membres de la classe moyenne (50 %) paient un montant approprié en taxes et en impôts, tandis qu'environ le tiers des gens croient que ces deux groupes devraient en payer moins. En revanche, la majorité des répondants estiment que les grandes sociétés (70 %), les membres du 1 % les plus riches (69 %), les institutions financières (59 %) et les sociétés numériques (58 %) devraient payer *davantage* de taxes et d'impôts.

E. Logement

Invités à évaluer une série d'énoncés sur l'accès à la propriété, huit Canadiens sur dix (81 %) sont d'accord (notes de 7 à 10) pour dire qu'il est très difficile pour les gens d'acheter une propriété dans le climat économique actuel et sept personnes sur dix (72 %) sont d'avis que le gouvernement fédéral a la responsabilité de répondre à la pénurie de logements abordables qui sévit au pays. Seule une minorité de gens (28 %) sont d'avis qu'il serait facile aujourd'hui de trouver un logement abordable et situé dans un quartier sécuritaire.

Les trois quarts (76 %) des propriétaires affirment qu'il était extrêmement important pour eux d'être propriétaires, et un peu plus de la moitié (54 %) des membres de ce groupe estiment que les coûts associés à leur propriété sont abordables. La moitié des locataires (49 %) trouvent qu'il est extrêmement important pour eux d'être en mesure d'acquérir une propriété dans l'avenir, et quatre membres de ce groupe sur dix (39 %) jugent leur loyer abordable.

Au moins six Canadiens sur dix accordent une certaine importance à chacune des 13 mesures du gouvernement fédéral en matière de logement. L'accessibilité accrue à des logements abordables est considérée comme la priorité absolue (76 %). Sept répondants sur dix jugent qu'il est prioritaire de prendre des mesures sévères contre les grands propriétaires qui accaparent les logements (72 %), de continuer d'offrir des incitatifs aux acheteurs d'une première propriété (71 %), d'accroître la transparence dans les opérations immobilières (71 %), de rendre les paiements hypothécaires mensuels plus abordables (70 %), d'exiger que les promoteurs immobiliers s'assurent qu'au moins 20 % des nouveaux logements sont abordables (70 %) et de faire en sorte qu'il soit plus facile pour les gens de verser une mise de fonds (69 %).

Énoncé de neutralité politique et coordonnées

Par la présente, je certifie, en tant que cadre supérieur d'Environics, que les produits livrables sont entièrement conformes aux exigences du gouvernement du Canada en matière de neutralité politique, comme elles sont définies dans la Politique de communication du gouvernement du Canada et dans la Procédure de planification et d'attribution de marchés de services de recherche sur l'opinion publique. Plus particulièrement, les produits livrables ne font aucune mention des intentions de vote électoral, des préférences quant aux partis politiques, des positions des partis ou de l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de son chef.

Derek Leebosh
Vice-président, Affaires publiques
Environics Research Group
derek.leebosh@environics.ca
416 820-1963

Nom du fournisseur : Environics Research Group
Numéro de contrat de TPSGC : 60074-211395/001/CY
Date du contrat initial : 2021-12-15
Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec Finances Canada à l'adresse suivante : por-rop@fin.gc.ca